



Aff N°: C24161539

N° chrono: 5

Date: 26/11/24

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

## RENOVATION ET MISE AUX NORMES DU BATIMENT UEMO PHASE2 CHAUMONT (52)

### MAITRE D'OUVRAGE

SECRETARIAT GENERAL MINISTERE DE LA JUSTICE  
20 BLD DE LA MOTHE - CS 70005  
DELEGATION INTER.GRAND-EST  
54000 NANCY

**Maître d'oeuvre**

ATELIER D'ARCHITECTURE 52  
1 rue Raymond Savignac  
52000 CHAUMONT  
France

## COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

### PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - Troyes  
LAMRI SAMIR  
17, AVENUE JEAN JAURES- BP 43  
10153 PONT STE MARIE

### PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET  
CONSTRUCTION FRANCE - Troyes  
LAMRI SAMIR  
17, AVENUE JEAN JAURES- BP 43  
10153 PONT STE MARIE

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	26/11/24	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	5

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### **Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :**

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
<b>2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>8</b>
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	13
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	16
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>18</b>
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	18
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	21
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	22
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	23
3.5. CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES	24
3.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	25
3.7. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	27
3.8. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	27
3.9. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	28
<b>4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER</b>	<b>36</b>
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	36
<b>5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>37</b>

5.1. ORGANISATION DES SECOURS	37
<b>6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</b>	<b>39</b>
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	39
<b>7. ANNEXES</b>	<b>40</b>
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	40
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	44
7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	44
7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	44
7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	44
7.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	44
7.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	44
7.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	45

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

RENOVATION ET MISE AUX NORMES DU BATIMENT UEMO PHASE2 - CHAUMONT (52)

**Descriptif de l'opération :**

- Rénovation et mise aux normes du bâtiment -Phase 2  
à l'Unité Educative en Milieu Ouvert
- 2 Rue du Commandant Hugueny  
52000 Chaumont

**Calendrier :**

Date début des travaux : 06/01/2024

Durée totale des travaux : 06 MOIS

**Planning - Phasage de l'opération :****Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 6

Effectif pointe prévisible : 10

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Interdiction de survol

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence du public, des usagers

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
80	<p><b>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</b></p> <p><b>RAPPEL:</b> le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et, à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération</li> <li>- les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe</li> <li>- les personnes appartenant à la Maîtrise d'oeuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération</li> <li>- les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage</li> <li>- les coordonnateurs SPS de l'opération</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage</li> <li>- les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui</li> <li>- les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis et accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter sur le chantier</li> <li>- les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises</li> <li>- Toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération.</li> </ul> <p><b>Identification des entreprises</b></p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p> <p><b>Clôture de chantier</b></p> <p>Mettre en place une clôture de chantier afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans la zone de travaux (public notamment). En assurer l'entretien. Clôtures de type " Vite clos " hauteur 2.00 m sur plots bétons y compris toutes sujétions de confinement des zones de travaux.</p> <p><b>Utilisation du personnel intérimaire</b></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier
32	<p><b>Identification des entreprises</b></p> <p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
70	<p><b>Clôture de chantier</b></p> <p>Mettre en place une clôture de chantier afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans la zone de travaux (public notamment). En assurer l'entretien. Clôtures de type " Vite clos " hauteur 2.00 m sur plots bétons y compris toutes sujétions de confinement des zones de travaux.</p>			Durée chantier



27	<p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer,</li> <li>- que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré,</li> <li>- que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.</li> </ul> <p><b>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
50	<p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p><b><u>A la charge du prestataire de service</u></b> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p><b><u>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité,</li> <li>- accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales,</li> <li>- présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre,</li> <li>- autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant.</li> </ul> <p><b>Déclaration de sous-traitants</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
1	<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p> <p><b>Conditions d'accès des personnes autorisées</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent
84	<p>Vous conformer aux obligations concernant l'accès des personnes autorisées, imposées sur le chantier.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier

71	<b>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</b> Les modalités d'accès au chantier (itinéraires aux abords du chantier, conditions particulières, etc....), précisées dans le PGC ou ses mises à jour, feront l'objet d'une information du personnel de chaque entreprise.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

## 2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
28	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.	GROS OEUVRE- DEMOLITION		Avant interv.
57	<b>Organisation générale</b> <u>Projet de plan d'installation de chantier</u> Préciser sur un plan d'installation de chantier : Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site. L'emplacement des clôtures de chantier. Les accès au chantier. Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules. Les sens de circulation. Les aires d'attente et de retournement des camions et engins. Les zones de manoeuvre des véhicules et engins Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins. Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier. Les zones interdites à la circulation et au stationnement. Les zones d'implantation des grues à tour. Les zones de mise à poste des grues automotrices. Les zones interdites au survol de charges. Les zones de stockage par type de matériaux. Les zones réservées aux magasins et ateliers. Les zones de préfabrication. Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.). Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution. La position des téléphones de secours et des points de rassemblement. La position des moyens de secours contre l'incendie.	GROS OEUVRE- DEMOLITION		Avant interv.
13	<b>CLOTURE DE CHANTIER</b> Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien. Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.	GROS OEUVRE- DEMOLITION		Durée chantier

### Caractéristiques générales

3	<p>Clôture constituée d'éléments rigides, jointifs, de hauteur supérieure à 2 mètres, capables de s'opposer à la pénétration d'une personne dans l'enceinte du chantier et sera munie: d'un portail d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week end,...).</p> <p>d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux</p> <p>de panneaux "chantier interdit au public"</p> <p>de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire</p> <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p>	GROS OEUVRE-DEMOLITION		Durée chantier
93	<p><b>Fermetures des clôtures</b></p> <p>Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end, ...).</p>	GROS OEUVRE-DEMOLITION		Durée chantier
46	<p><b>Entretien des clôtures</b></p> <p>Assurer l'entretien journalier de la clôture de chantier : vérification des systèmes d'attache, des panneaux de signalisation, des contreventements, de l'état général etc...</p>	GROS OEUVRE-DEMOLITION		Durée chantier
60	<p><b>Modification d'implantation de la clôture</b></p> <p>Toutes les modifications de tracé de la clôture seront décidées collégialement en réunion de chantier par le Maître d'oeuvre, le Maître d'Ouvrage, l'OPC et le CSPS.</p>	GROS OEUVRE-DEMOLITION		Durée chantier
95	<p><b>Panneau de chantier</b></p> <p>Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Affichage de la déclaration préalable et de ses mises à jour par le Coordonnateur SPS dans le bureau de chantier.</p>	GROS OEUVRE-DEMOLITION		Avt arriv. Ent
45	<p><b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b></p> <p>Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
26	<p><b>BRANCHEMENTS PROVISOIRES</b></p> <p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à <b>partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001.</b></p> <p><u>électricité</u></p>	GROS OEUVRE-DEMOLITION		Durée chantier

20	<p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier <b>à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre</b>. Cette installation conforme aux prescriptions du Décret du 14 novembre 1998 et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme agréé. Une copie du procès-verbal de réception est à remettre au Coordonnateur ainsi que les mises à jour à chaque modification de l'installation électrique.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité dans le cadre de la publication UTE C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier,</li> <li>le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (initiales et périodiques).</li> <li>les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remède aux défauts constatés dans les rapports précités</li> </ul> <p>Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage,</li> <li>2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement.</li> <li>3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage fixe (grue (s) à tour)</li> <li>4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions du Décret du 14 Novembre 1988 et de la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement.</li> <li>5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur.</li> <li>6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation.</li> </ol> <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p>			Durée chantier
116	<p><b>AIRES DE CHANTIER</b></p> <p>Aménager des zones de stockages en accord avec le Maître d'Ouvrage par rapport au site , <b>prevoir la mise en place d'un balisage des zones de stockage</b></p>	GROS OEUVRE-DEMOLITION	Toutes entrep.	Durée chantier
108	<p><b>ZONE DE CANTONNEMENT</b></p> <p><b>Installations communes de vie collective</b></p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p>	GROS OEUVRE-DEMOLITION		Durée chantier
18	<p><u>vestiaires</u></p> <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaire selon les prescriptions de l'Article R4534-139 du C.T.</p> <p><u>réfectoire</u></p>	GROS OEUVRE-DEMOLITION		Durée chantier

69	Le réfectoire (dimensionné pour l'effectif de pointe) comprendra en particulier les tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments doit y être installé, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.	GROS OEUVRE- DEMOLITION		Durée chantier
63	<b>Installations communes d'hygiène</b> Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier. <u>sanitaires</u>	GROS OEUVRE- DEMOLITION		Durée chantier
15	Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique, à raison d'au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes si présence féminine sur le chantier.( cf R4534-144, R 4228-2 à 18 du C.T.)	GROS OEUVRE- DEMOLITION		Durée chantier
47	<b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b> L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement .	GROS OEUVRE- DEMOLITION		Durée chantier
106	<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b> Chaque entreprise devra : <ul style="list-style-type: none"> <li>en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.)</li> <li>en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc. )</li> </ul> Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
105	<b>Nettoyage des zones d'intervention</b> Nettoyage quotidien des zones de travaux par l'ensembles des intervenants	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Quotidien
53	<b>MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP</b> L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

## 2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
42	<b>SOL ET SOUS-SOL</b> Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
58	<b>DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE</b> Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension: <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>DLI</b> : distance limite d'investigation (établie à 50 m)</li> <li>• <b>DLVS</b> : distance limite de voisinage simple (3 m &lt; à 50 000 volts - 5 m &gt; 50 000 Volts)</li> <li>• <b>DLVR</b> : distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension)</li> <li>• <b>DMA</b> : distance minimale d'approche ( en BT = DLVR - en HT = distance limite à ne jamais franchir)</li> <li>• <b>DLAP</b> : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation)</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
8	<b>RESEAU ELECTRIQUE BTB, HTA ou HTB : EXTERIEUR OU INTERIEUR AUX LOCAUX</b> Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informeront auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux. <b>RAPPEL DES DISTANCES MINIMALES DE SECURITE A RESPECTER :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 m. pour les lignes et installations dont la tension est inférieure à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>- 5 m. pour les lignes et installations dont la tension est supérieure ou égale à 50. 000 Volts (alternatif)</li> <li>- 1,50 m. pour les réseaux souterrains, lorsque le travail est effectué à l'aide d'engins mécaniques de terrassement.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
34	<b>RESEAU ELECTRIQUE BTA INTERIEUR AUX LOCAUX EXCEPTES LOCAUX TRES CONDUCTEURS</b> Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informeront auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>RESEAU ELECTRIQUE BTA INTERIEUR AUX LOCAUX TRES CONDUCTEURS</b>			



16	Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques dans des locaux très conducteurs ou dans des conditions où les travailleurs sont susceptibles d'avoir les pieds ou les mains humides, s'informeront auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux. Dans ce cas l'exploitant est tenu de recourir obligatoirement à cette mise hors tension, en application de l'article R.4534-127 du code du travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
2	<b>CIRCULATION AU VOISINAGE DU CHANTIER</b> Toute entreprise qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de la circulation automobile ou de zones fréquentées par des piétons doit prendre les dispositions propres à garantir la sécurité tant des travailleurs que des usagers. Ces dispositions doivent être conformes aux prescriptions du code de la route, au règlement de voirie applicable au lieu du chantier, au dispositions réglementaires applicables à la signalisation routière, aux dispositions du code du travail. Elles devront être soumises aux services gestionnaires de la voirie et conformes à leurs demandes. Le personnel travaillant sur les parties du chantier sous circulation sera signalé par le port d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant Les parties latérales ou saillantes des échafaudages ou des véhicules empiétant sur la chaussée seront marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes et signalées la nuit par des feux autonomes de type éclat. Les engins opérant sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conformes aux prescriptions réglementaires.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
109	<b>Circulation routière</b> Pendant les travaux la circulation et le stationnement automobile aux abords du chantier seront maintenus, en tenir compte dans l'organisation du chantier et dans le choix des modes opératoires.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
82	<u>Signalisation du matériel</u> Les parties latérales ou saillantes des échafaudages ou des véhicules empiétant sur la chaussée seront marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes et signalées la nuit par des feux autonomes de type éclat.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
12	<u>Signalisation des engins</u> Les engins opérant sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conformes aux prescriptions réglementaires	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
74	<b>Circulation piétonne</b> Mettre en place une déviation de la circulation piétonne sur le trottoir d'en face, comprenant la réalisation d'un passage clouté provisoire et la pose de la signalisation verticale et horizontale correspondante. Réaliser un passage protégé dédié à la circulation des piétons dans l'emprise de la voie de circulation automobile protégé par des séparateurs en béton. Réaliser une protection contre les chutes d'objet au-dessus des cheminements empruntés par les piétons. Mettre en place des dispositifs de protection aux chutes dans les fouilles et tranchées le long des cheminements empruntés par les piétons.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

68	<b>PRESENCE D'EQUIPEMENTS OU D'AMENAGEMENTS</b> Certains équipements ou aménagements situés dans l'emprise du chantier ou à proximité de celui-ci peuvent présenter des contraintes et/ou des risques pour la réalisation des travaux. Ces contraintes et/ou ces risques doivent être analysés et des mesures propres à y pallier doivent être mises en oeuvre.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

## 2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
33	<p><b>AMIANTE</b></p> <p>Le maître d'ouvrage est tenu de demander au propriétaire de l'ouvrage les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante et de communiquer ces documents à toute personne devant réaliser des travaux (Art. R.1334-22, R.1334-27 et R.1334-28 code de la santé publique). Ces documents concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les flocages, calorifugeages et faux plafonds : recherche et évaluation de leur état de conservation ;</li> <li>• Le repérage des matériaux et produits amiantés avant démolition totale ou partielle ;</li> <li>• Le dossier technique amiante (DTA) .</li> </ul> <p>Les informations relatives à la présence d'amiante dans les ouvrages doivent obligatoirement être jointes au Plan Général de Coordination SPS joint au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), ainsi qu'au Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO) remis en fin de chantier.</p> <p>L'entreprise chargée des travaux de retrait ou de confinement devra leur exécution selon la réglementation en vigueur, après établissement et diffusion d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes de prévention au moins un mois avant le début de ces travaux .</p> <p>La dépose des produits contenant de l'amiante devra se faire avant tout autre intervention de démolition.</p> <p>Durant l'intervention de l'entreprise chargée du retrait ou du confinement, aucun autre travail dans la même zone ne sera programmé sur le planning d'exécution.</p> <p>Conformément aux arrêtés du 22/02/2007 le Maître d'Ouvrage choisira des entreprises pouvant justifier d'une certification "retrait d'amiante non friable à risques particuliers" et/ou "retrait de l'amiante friable".</p> <p>Ces entreprises fourniront les attestations correspondantes au maître d'ouvrage.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avant interv.
	<b>PLOMB</b>			



91	<p>Nous vous rappelons l'obligation faite à l'ensemble des acteurs du chantier ( Maître d'ouvrage, Maître d'oeuvre, entrepreneurs) d'évaluer les risques professionnels (principes généraux de prévention). Cette obligation s'applique au plomb en raison de sa toxicité. Sur les ouvrages existants concernés par les travaux, la présence de plomb doit être recherchée en tenant compte des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- bien que la céruse ait été interdite d'usage pour les professionnels en 1948, l'interdiction absolue d'importation et de mise sur le marché des peintures à la céruse date de février 1993. L'interdiction définitive d'emploi date, quant à elle, de 2003 ;</li> <li>- certains produits et matériaux en plomb, ou contenant du plomb, tels que les miniums, les canalisations, tabliers de toiture, feuilles de plomb, ont continué à être utilisés jusqu'à un passé récent.</li> <li>- Le seul critère de la date de construction de l'ouvrage est donc insuffisant pour garantir l'absence de plomb.</li> </ul> <p>Il y a lieu de vérifier l'absence de plomb dans l'ouvrage, en faisant réaliser le cas échéant toutes les investigations nécessaires.</p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Avant interv.
----	---	------------------	------------------	---------------

### 3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

#### 3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
40	<b>CIRCULATION DES PIETONS</b> Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables.			Durée chantier
30	<b>CIRCULATION DES ENGINES, VEHICULES ET PIETONS DANS UN SITE EN EXPLOITATION</b> Les itinéraires et les règles de circulation des véhicules, des engins, des piétons, sur le site en exploitation seront précisés en concertation avec le responsable du site. Le responsable de chaque entreprise informera son personnel des dispositions arrêtées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
78	<b>MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES</b> Le choix et la mise en place de moyens de circulation de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront dimensionnés, installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront équipés de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b>			

77	<p>La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur, doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. L'utilisation des escaliers permet de sécuriser les déplacements, limite les risques de chute de hauteur, facilite les petites manutentions manuelles (outillage individuel, éléments de faible dimension,...). Elle doit donc être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers, qu'ils soient définitifs ou provisoires, préfabriqués ou coulés en place, en béton, en bois ou métalliques, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier. Lorsqu'une protection des escaliers définitifs est posée, afin de les préserver de toute dégradation durant les travaux, celle-ci doit être fixée, non glissante, entretenue et remplacée si besoin en cours de chantier, afin d'éviter tout risque d'entravement et de chute lors de la circulation.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées. Cette recommandation mentionne les mesures de prévention à mettre en oeuvre, notamment les vérifications réglementaires obligatoires de sécurité, avant mise en service, quotidiennes et trimestrielles, et donne les outils nécessaires à l'élaboration d'un cahier des charges d'un lot échafaudage, ainsi qu'un canevas de procès-verbal de réception de ces équipements.</p> <p><b>Escaliers provisoires - Tours escaliers</b></p>		Durée chantier
98	<p>Mettre en place des escaliers provisoires à l'avancement des travaux, équipés des protections collectives contre les chutes. Planifier leur réalisation de manière à ce qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants sur le chantier. Faire apparaître leur réalisation sur le planning des travaux.</p> <p><b>Echafaudage commun</b></p>		Durée chantier
102	<p>Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80)</p> <p>Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.</p> <p>En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) .</p> <p>Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.</p> <p>Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>accès interdit, échafaudage en cours de montage</li> <li>puis accès interdit aux personnes non autorisées</li> </ul> <p><b>Vérifications réglementaires : généralités</b></p>		Durée chantier

38	<p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 :</p> <p><b><u>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE</u></b> :</p> <p>examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avant la 1ère utilisation ;</li> <li>- à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ;</li> <li>- En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ;</li> <li>- A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ;</li> <li>- A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois.</li> </ul> <p><b><u>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ;</li> <li>- quotidiennement (examen de l'état de conservation).</li> </ul> <p><b>Vérifications journalières</b></p>			Durée chantier
75	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la <b>vérification journalière</b> avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
73	<p><b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES, ESCABEAUX, MARCHEPIEDS</b></p> <p>Les échelles, escabeaux, marchepieds peuvent être utilisés comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail. Le port de charge sera exceptionnel et limité à des charges légères et peu encombrantes. Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle ou un escabeau (outils portatifs, caisse à outils, pièces ou matériaux quelconques,...). La mise en place d'escaliers, de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégés contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention. Elle doit être préférée à la mise en oeuvre d'autres moyens de circulation sur le chantier tel que les échelles. Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<p><b>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</b></p>			

115	<p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs suivants, qui permettent de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réalisation des protections collectives définitives, intégrées dans l'ouvrage (allège, relevé de bardage, garde-corps définitif, barreaudage en sous face des ouvrants en toiture, etc ...) sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier.</li> <li>- L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en oeuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- L'entrepreneur qui investit une zone de l'ouvrage afin d'y réaliser des travaux doit vérifier, avant d'autoriser ses salariés à accéder et travailler dans cette zone, qu'elle ne présente aucun danger. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsqu'elles s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en oeuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</li> <li>- La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
97	<p><b>UTILISATION D'ENGINS D'ELEVATION DES PERSONNES</b></p> <p>La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate. Cette formation doit être complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire. Les dispositions de la recommandation CNAM R.386 "Utilisation des plates-formes élévatrices mobiles de personnes (PEMP)" seront appliquées.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est responsable de la mise à disposition du moyen mis en oeuvre, les autres entreprises utilisatrices doivent contracter une convention avec l'entreprise responsable du moyen. La mise à disposition inclut :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'installation du moyen et la vérification réglementaire,</li> <li>• la maintenance,</li> <li>• la conformité à la réglementation,</li> <li>• la conduite de l'appareil éventuellement.</li> <li>• La convention prévoit :</li> <li>• la responsabilité de chacun en termes de conduite, manoeuvre, vérification, utilisation du moyen de levage et de transport, modalités de formation.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION D'ENGINS DE LEVAGE			

117	<p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir la stabilité de l'équipement de travail durant son emploi dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis. Toutes mesures seront prises et toutes consignes seront données pour que, à aucun moment, les organes des équipements de travail servant au levage de charges, quels qu'ils soient, ainsi que les charges suspendues ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec les parties actives d'installations électriques non isolées, ou détériorer les installations électriques environnantes.</p> <p>Si deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées sont installés ou montés sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent, des mesures doivent être prises pour éviter les collisions entre les charges ou avec des équipements de travail eux-mêmes.</p> <p>Les appareils, accessoires de manutention doivent être conformes à la réglementation et aux normes.</p> <p>Equipements concernés : Tous engins de chantier, les grues sur véhicule porteur, les chariots élévateurs à conducteur porté, les appareils mus à bras (palans, tire-fort, crics, vérins, ), les engins de terrassement lorsqu'ils sont équipés pour le levage, les nacelles élévatrices mues par une autre énergie que la force humaine, les monte-matériaux (treuils, trans-palettes, palans avec point d'ancrage- adaptés, etc ).</p> <p>Lorsqu'une charge doit être levée simultanément par deux ou plusieurs équipements de travail servant au levage de charge non guidées, une procédure doit être établie et appliquée pour assurer la bonne coordination des opérateurs et des opérations.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
72	<p><b>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b></p> <p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Si le recours à la manutention manuelle de charges est inévitable, il est procédé avec l'aide du médecin du travail, à une évaluation préalable des risques, et à une organisation des postes de travail. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
111	<p><b>APPROVISIONNEMENTS - STOCKAGES</b></p> <p>Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoient, en fonction des volumes et quantité des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches</li> <li>- Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,...</li> <li>- Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,...</li> </ul> <p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.</p> <p><b>Livraisons - Approvisionnements</b></p>	Maître d'œuvre	Maître d'œuvre	Avant interv.

120	Préciser le lieu de livraison, l'horaire le plus adapté pour celle-ci, au besoin fournir un plan de situation et un plan d'accès à la demande du négociant. Désigner une personne pouvant être contactée en cas de difficultés pour la livraison. <b>Stockage (extérieur, intérieur) délimitation des zones de stockage</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
43	Mettre en place un balisage délimitant chaque zone de stockage.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
104	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</b> Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied. Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés. Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier. L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
85	<b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX</b> Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
81	<b>Amiante</b> Etiqueter les déchets «amiante», avec le symbole réglementaire «a », quel que soit leur conditionnement. Transporter les déchets amiantés hors du lieu de travail aussitôt que possible dans des emballages appropriés et fermés, et les stocker à l'abri des intempéries. Les déchets amiantés de toute nature doivent être traités de façon à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant leur manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage. Etablir les bordereaux de suivi des déchets d'amiante pour chaque chargement. Ils doivent accompagner les déchets jusqu'à destination finale. Ces bordereaux devront être transmis au maître d'ouvrage. <b>Produits chimiques</b>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier



55	Chaque entreprise reste responsable des produits chimiques issus de ses propres travaux. Mentionner dans le PPSPS les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Évacuer les produits chimiques au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Veiller au respect des règles de stockage mentionnées dans les fiches de données de sécurité, ainsi qu'au respect des règles d'incompatibilité entre produits.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
59	<b>EVACUATION - ENLEVEMENT DES DECHETS</b> Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité. <b>Déchets, gravats, tous produits non dangereux</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
21	Chaque entreprise évacue ses propres déchets à l'avancement	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.5. CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
65	<b>PRODUITS CHIMIQUES</b> Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la protection et la gestion vis à vis des tiers et des autres intervenants. Chaque entreprise reste responsable du stockage des résidus liés, issus ou produits par ses travaux. Elle sera tenue de définir, dans son PPSPS les moyens qu'elle compte utiliser à ce sujet. Le stockage de ces produits devra être fait impérativement sur les emplacements réservés à cet effet dans la zone aménagée pour cet usage.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
113	<b>PRODUITS INFLAMMABLES</b> Le stockage des liquides inflammables doit être effectué, en fonction des quantités et du point éclair, conformément à la réglementation. Les dispositions seront prises, en fonction de trois groupes conformément aux instructions de la fiche de données de sécurité de matières inflammables et des dispositions particulières relatives à l'éclairage et au chauffage des locaux, aux issues et dégagements et aux moyens de lutte contre l'incendie. Les équipements de travail mettant en oeuvre des produits ou des matériaux dégageant des gaz, vapeurs, poussières ou autres déchets inflammables sont munis de dispositifs protecteurs permettant notamment d'éviter qu'une élévation de température d'un élément ou des étincelles d'origine électrique ou mécanique puissent entraîner un incendie ou une explosion. Les notices d'utilisation devront être clairement expliquées aux utilisateurs et être rédigées en français.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier



### 3.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
11	<b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b> De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante. Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
107	<b>Enlèvement temporaire d'une protection collective</b> Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. Signaler le danger.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
94	<b>Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux</b> L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces. Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux. L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation. Le danger sera signalé par tout moyen efficace. Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC - MESURES GENERALES</b>			

29	<p>Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
36	<p><b>Réception des équipements d'accès temporaires</b></p> <p>Faire <b>réceptionner</b> les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages avant leur 1ère utilisation. Etablir un PV de réception.</p> <p>Puis faire effectuer pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004, les vérifications périodiques suivantes :</p> <p><b><u>VERIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE :</u></b> examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- avant la 1ère utilisation ;</li> <li>- à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ;</li> <li>- En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ;</li> <li>- A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ;</li> <li>- A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois.</li> </ul> <p><b><u>VERIFICATIONS PERIODIQUES :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ;</li> <li>- quotidiennement (examen de l'état de conservation).</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
37	<p><b>Panneau d'identification</b></p> <p>Identifier chaque tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, par un panneau indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom de l'entreprise ayant effectué le montage</li> <li>- la date et les noms des personnes ayant réceptionné la structure</li> <li>- les dates et noms des personnes ayant effectué les vérifications réglementaires de sécurité (avant mise ou remise en service, trimestrielles, journalières)</li> <li>- les noms et coordonnées téléphoniques de la personne que les utilisateurs peuvent joindre en cas de nécessité, liée en particulier à l'entretien et la sécurité de la structure.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
5	<p><b>Vérifications journalières</b></p> <p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la <b>vérification journalière</b> avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p> <p><b>Montage, démontage, transformation</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

96	L'accès et l'utilisation des tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, durant les phases de montage, de démontage et de transformation sont réservés aux seuls professionnels désignés pour réaliser ce travail. Condamner tous les accès à chaque équipement par un dispositif matériel interdisant son utilisation. Compléter ce dispositif par des panneaux informant du danger et rappelant l'interdiction d'accès aux personnes non autorisées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

### 3.7. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
6	<b>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire : MESURES GENERALES</b> <b>Rappel</b> : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique. Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs. La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation. Toute personne constatant une anomalie, un défaut, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.			Avant arriv. Ent
101	<b>Surveillance et maintenance de l'installation électrique</b> Assurer la surveillance et la maintenance de l'installation électrique du chantier conformément aux prescriptions de l'article 47 du décret du 14.11.1988.			Durée chantier
114	<b>Vérifications initiales et périodiques de sécurité</b> Faire vérifier l'installation électrique de chantier par un organisme agréé : - avant sa mise en service ; - à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ; - périodiquement, au moins une fois par an. Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu à l'article 55 du décret du 14.11.1988.			Durée chantier

### 3.8. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</b>			

76	<p>Le prêt et l' utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises permet souvent de limiter les risques d'accident. Cette pratique doit être organisée selon les principes indiqués ci-dessous.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</li> <li>- Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition. Ce document, conservé sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de mise à disposition - la durée du prêt</li> <li>• les consignes de mise en oeuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter</li> <li>• les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt</li> <li>• les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir</li> <li>• tout document utile à la mise en oeuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc.....</li> </ul> </li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
23	<p><b>MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION</b></p> <p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de mise à disposition</li> <li>• les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter</li> <li>• les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt</li> <li>• les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir</li> <li>• tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc...</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

### 3.9. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
83	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: ENCAPSULAGE OU RETRAIT Y COMPRIS AVANT DEMOLITION (Travaux sous section 3)</b></p> <p><b>Rappel des principales dispositions applicables à tous types d'ouvrages (bâtiment, route, autoroute, voie ferrée, ouvrage d'art, canalisation, équipement, etc...) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis le 1er Juillet 2014 l'entreprise sera obligatoirement titulaire d'une certification pour réaliser les travaux d'encapsulation ou de retrait d'amiante, y compris les entreprises de génie civil en extérieur (par exemple travaux ou interventions sur enrobés, voies ferrées, réseau de canalisations, etc...)</li> <li>- Le personnel intervenant sera formé et recyclé.</li> <li>- L'évaluation des risques et le mesurage des empoussièrlements seront effectués par l'entreprise conformément aux dispositions réglementaires de l'article R.4412.126 du code du travail.</li> </ul> <p><b>L'entreprise établira :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulation, tenu à disposition sur le chantier, qu'elle communiquera au moins un mois avant le démarrage des travaux aux organismes de prévention du lieu du chantier (inspecteur du travail, service prévention de la CARSAT, OPPBTP)</li> <li>- un rapport de fin de travaux contenant les éléments indiqués à R. 4412.139 du code du travail, qu'elle remettra au maître d'ouvrage pour intégration dans le DIUO et copie au Coordonnateur SPS.</li> </ul> <p>Préalablement à l'enlèvement total ou partiel du dispositif de confinement et à la restitution de la zone, l'entreprise procédera aux examens, nettoyages, mesures et actions prescrites à R. 4412.140 du code du travail.</p>	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
87	<p><b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</b></p> <p>Qu'il s'agisse d'opérations de <b>retrait / encapsulage</b> ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co- activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le <b>plus bas techniquement possible</b> la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations.</p> <p><b>Ces moyens comprennent :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrment : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction.</li> <li>• Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination.</li> <li>• Le contrôle de l'empoussièrment grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrment ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulation (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4).</li> </ul> <p><b>Découverte d'amiante en cours de travaux</b></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

4	En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante, l'entreprise <u>avertira immédiatement</u> la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires qui pourraient s'avérer nécessaire. Le Coordonnateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique interdisant tous travaux dans cette zone.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
79	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHÉ PIEDS</b> Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
103	<b>Echelles</b> Faire reposer les appuis des échelles sur des supports stables, résistants et de dimension adéquate afin de demeurer immobiles. Fixer les échelles dans la partie supérieure ou inférieure de leurs montants, ou les maintenir en place au moyen de tout dispositif antidérapant ou par toute autre solution d'efficacité équivalente. Faire dépasser les échelles d'au moins 1 mètre le niveau d'accès.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
51	<b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b> Les travaux superposés <b>sont proscrits</b> : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement,</li> <li>• en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage,</li> <li>• en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié,</li> <li>• en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... ,</li> <li>• en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
52	<b>Dispositifs de protection contre les chutes d'objets</b> Mettre en place des auvents. Mettre en place des dispositifs de recueil. Mettre en place un balisage pour interdire l'accès à la zone à risques de chute d'objet.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
56	<b>Port du casque</b> Porter le casque lors des déplacements ainsi que dans les zones de travail présentant des risques de chutes d'objets ou de projections.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</b>			



14	<p><b><u>Nuisances dues au bruit :</u></b> Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.</p> <p><b><u>Nuisances dues aux poussières :</u></b> Limiter les travaux occasionnant la production de poussières.</p> <p><b><u>En cas d'impossibilité :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ventiler les locaux hors d'air.</li> <li>• humidifier les matériaux ou le sol.</li> <li>• aspirer les poussières à la source.</li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
110	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b></p> <p>En conformité avec les principes généraux de prévention, la planification des travaux devra être conçue de manière à éviter les co activités.</p> <p>L'élaboration du planning devra tenir compte des éventuelles interventions simultanées dans une même zone et à des niveaux différents.</p> <p>Le phasage et le planning (documents remis avant tout début de travaux) préciseront les périodes et les zones affectées aux différents travaux. Ils seront conçus de manière à éviter tous travaux superposés.</p> <p>L'entreprise sera tenue de concevoir et programmer ses interventions en interdisant à son personnel d'exécuter des tâches à des niveaux différents dans une même zone.</p> <p>Le planning fera apparaître les mesures de prévention ( moyen d'accès, garde-corps, présence de moyens de levage, ....)</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Durée chantier
	<b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</b>			

19	<p>La co-activité est dite simultanée lorsque plusieurs entreprises travaillent au même moment dans une même zone, des zones contiguës ou superposées. Elle est dite successive lorsque plusieurs entreprises travaillent successivement sur le chantier et lorsque l'une d'entre elles laisse subsister un risque pour les autres intervenants du chantier.</p> <p>Les risques de co-activité imposent la mise en oeuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la planification des interventions d'entreprises sera organisée de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. Les travaux superposés ainsi que les travaux incompatibles seront interdits.</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, seront autant que possible, préférées à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. La réalisation de ces éléments définitifs sera planifiée et prévue au plus tôt dans le déroulement du chantier afin de pouvoir être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les entreprises exposées (PPSPS Partie « Risques exportés »).</li> <li>- chaque entreprise recherchera et mettra en oeuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- L'entrepreneur qui investit une zone de l'ouvrage afin d'y réaliser des travaux doit vérifier, avant d'autoriser ses salariés à accéder et travailler dans cette zone, qu'elle ne présente aucun danger.</li> </ul> <p>Dans tous les cas chaque entreprise s'assurera de la présence des protections collectives avant toute intervention dans une zone du chantier. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent inadaptées aux risques encourus ou insuffisantes, à mettre en oeuvre à ses frais, les dispositifs de protection nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
90	<p><b>Travaux par point chaud</b></p> <p>Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en oeuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étanchéité) uniquement au personnel spécialisé. Fournir les équipements spécifiques.</p> <p>Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation. Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées. Demander un permis de feu au Maître d'ouvrage pour tous travaux par point chaud.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
<b>PORT DES E.P.I.</b>				



62	Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels sont mis à disposition des intervenants par l'entreprise. Le port effectif de ces EPI est contrôlé par chaque entreprise. Le prêt d'EPI aux visiteurs est assuré par l'intervenant de chantier concerné (maître d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, entreprise).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
49	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b> La protection collective doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les protections, qu'elles soient définitives ou provisoires, puissent servir de moyen principal de protection contre les chutes de hauteur aux intervenants sur le chantier. La prévention des risques de chute de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins : - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; - Une main courante ; - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. Lorsque la mise en oeuvre de garde-corps est impossible, des surfaces de recueil souples peuvent être installées de manière à éviter une chute de plus de 3 m.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
99	<b>Pose et dépose de protections collectives</b> Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,). En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives. Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
89	<b>Protections périphériques</b> Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins : - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms <b>Protection collective en sous face - filets de recueil</b>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

7	<p>Mettre en place une protection collective (filet de recueil) en sous face de toiture conformément à la recommandation R 446. Transmettre au coordonnateur votre mode opératoire, qui sera intégré dans le PPSPS.</p> <p>Rappel des principales dispositions:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudier les moyens d'accrochage et de dépose du filet préalablement à leur installation et proscrire les moyens de fortune.</li> <li>- Etudier pour la mise en place et la dépose des filets une méthode visant à éviter les risques de chute et faisant appel en priorité, à l'utilisation de PEMP (plate-forme élévatrice mobile de personnel), à défaut, à l'utilisation de systèmes d'arrêt de chutes (par exemple harnais avec antichute à rappel automatique et absorbeur d'énergie).</li> <li>- S'assurer de la présence et de la résistance de points d'ancrage, de la sécurité d'accès à ces points et de la continuité de la protection, pour la dépose, (utilisation de perche pour couper les estropes par exemple).</li> </ul> <p><b>Travaux sur des chéneaux, chemins de marche ou déplacement sur couverture en matériaux fragiles</b></p>			Durée chantier
92	<p>Article R4534-93</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lorsque des travailleurs réalisent fréquemment, pendant plus d'une journée, sur des chéneaux, chemins de marche ou tous autres lieux de passage, des déplacements comportant des <b>risques de chute</b> sur une toiture en matériaux d'une résistance insuffisante, cette toiture, à défaut de garde-corps ou d'un dispositif permanent de protection, est recouverte de planches ou de tous autres dispositifs capables <b>d'arrêter</b> une personne ayant perdu l'équilibre.</li> </ul> <p><b>Echelles de couvreur</b></p>			Durée chantier
9	<p>Les échelles plates, dites « échelles de couvreurs », seront fixées de manière à ne pouvoir ni glisser ni basculer.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
100	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES</b></p> <p>Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...). Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage <b>solidement fixé</b> (petite trémie de section &lt; à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section &gt; à 1m²).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
31	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</b></p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage doivent être effectués sous la direction d'une personne compétente par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité adéquate et spécifique.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions de la recommandation CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" seront appliquées. Cette recommandation mentionne les mesures de prévention à mettre en oeuvre, notamment les vérifications réglementaires obligatoires de sécurité, avant mise en service, quotidiennes et trimestrielles, et donne les outils nécessaires à l'élaboration d'un cahier des charges d'un lot échafaudage, ainsi qu'un canevas de procès-verbal de réception de ces équipements.</p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage doivent être effectués sous la direction d'une personne compétente par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité adéquate et spécifique.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

24	<b>Localisation</b> Mettre en adéquation l'échafaudage avec la nature et la position des travaux à réaliser, et faire effectuer sa vérification Procéder à la réception de l'échafaudage avant toute utilisation.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
39	<b>Ancrages</b> Mettre en place les ancrages et amarrages, suivant notice ou plan de montage	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
17	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</b> La conduite des PEMP présentant des risques particuliers, en raison de leurs caractéristiques ou de leur objet est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise. Le certificat d'aptitude à la conduite en sécurité d'une PEMP d'un type donné à élévation multi- directionnelle autorise la conduite d'une PEMP de même type d'élévation suivant un axe vertical. Le titulaire d'un CACES de PEMP s'élevant suivant le seul axe vertical ne peut pas prétendre à la manoeuvre d'une plate-forme d'élévation multi- directionnelle. L'employeur s'assure que le personnel d'encadrement du chantier, conducteur de travaux et chef d'équipe notamment, a les connaissances relatives aux conditions d'utilisation des PEMP (y compris installation et repli des appareils).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
44	<b>RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE</b> Le PPSPS des entreprises concernées par les travaux susceptibles de mettre en cause la stabilité des ouvrages devront faire état des mesures prises afin d'assurer la stabilité de ces structures en phase provisoire, conformément aux articles R4534-103, R4534-105 et R4534-106 du code du travail. Lorsque les travaux comportent la mise en oeuvre de béton précontraint, les entreprises concernées mentionneront les mesures et dispositifs de prévention utilisés afin d'éviter le danger qui pourrait résulter d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures, conformément à l'article R4534-104 du code du travail. La mise en place ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures (étais, cintres, coffrages, vérins utilisés pour la précontrainte, etc...) ne pourront être accomplis que sur l'ordre d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur, et sous son contrôle personnel. Lors de la mise en oeuvre d'éléments préfabriqués lourds tels que les poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, la stabilité de chacun de ces éléments sera assurée par des dispositifs rigides. La conception des étaisements sera justifiée par note de calcul. Leur réalisation sera conforme au plan de montage préalablement établi. Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'oeuvre et tenus à disposition sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
86	<b>Démolition/ déconstruction/ réhabilitation impliquant les structures porteuses</b> Tenir à disposition sur le chantier les pièces justifiant les modes opératoires mis en oeuvre lors des travaux de démolition ou déconstruction.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier

## 4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
35	<b>DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALISATION DES ZONES DANGEREUSES</b> Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.	Etab. en activité		Durée chantier
10	<b>RESPONSABILITE TRAVAUX EN SITE OCCUPE</b> Tout accès par d'autres itinéraires que ceux prescrits dans le plan d'installation de chantier sont strictement interdits. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les entreprises intervenantes rappelleront à leurs salariés que l'accès dans les bâtiments existants est formellement interdit en dehors des heures de travail.</li> <li>• Le responsable de chaque entreprise rappellera à son personnel, l'interdiction de pénétrer dans les zones autres que celles affectées au déroulement du chantier.</li> <li>• Les éventuels travaux devant s'effectuer dans le bâtiment en site occupé (raccordement électriques, eau etc.) se feront obligatoirement en liaison avec les responsables du site, la Maîtrise d'Ouvrage et après établissement de consignes particulières.</li> </ul>	Etab. en activité		Durée chantier
88	<b>REMISE DU PGC AU CHEF D'ETABLISSEMENT</b> Une copie du plan général de coordination (PGC) et de chaque mise à jour, est envoyée au chef d'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier.			Avant interv.

## 5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
41	<b>APPEL DES SERVICES D'URGENCE</b> <b>Cas général</b> N° à composer : <ul style="list-style-type: none"> <li><b>SAMU : 15</b> à partir d'un téléphone fixe ou <b>112</b> à partir d'un téléphone mobile.</li> <li><b>Police ou Gendarmerie : 17</b></li> <li><b>Sapeurs pompiers : 18</b></li> </ul>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
22	<b>MOYENS D'ALERTE</b> <b>Téléphone mobile</b> Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement et lui rappeler que le numéro d'appel par ce type d'appareil est le 112.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
54	<b>TRAVAILLEURS ISOLES : DISPOSITIF D'ALARME (DATI)</b> Il y a obligation de prendre en compte le risque que constitue le travail isolé notamment pour les postes de travail présentant la double caractéristique d'être isolés et de présenter un caractère dangereux ou essentiel à la sécurité du reste du personnel. Une surveillance directe ou indirecte doit être mise en place de jour comme de nuit, soit par l'établissement d'un système de ronde, soit par la mise à la disposition du personnel les moyens de télécommunication adéquats assurant sa liaison avec un autre travailleur ou une autre équipe ou un local occupé en permanence ou encore le poste de soins d'urgence de l'établissement ou du chantier ou enfin de tout service public spécialisé (pompier, SAMU, etc.). Outre le problème de communication entre le travailleur isolé et les autres intervenants, se pose la difficulté essentielle pour la victime, en cas d'accident, de déclencher une alarme à distance. Il est donc nécessaire que le système de déclenchement de l'alarme soit indépendant de la volonté du travailleur isolé qui peut se trouver dans l'impossibilité de l'actionner et qu'il soit efficace quelque soit la situation rencontrée. En outre, ce système d'alarme ne doit pas apporter de gêne dans l'accomplissement du travail. Des Dispositifs d' Alerte pour Travailleur Isolé spécialement conçus pour répondre à cette fonction existent et doivent être utilisés en priorité.(DATI )	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
64	<b>SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)</b> Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
67	<b>TROUSSE DE PREMIERS SOINS</b> Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauveteur Secourisme du Travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	<b>TRAVAILLEURS ISOLES</b>			

119	<p><b>Rappel</b> : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens <b>d'éviter</b> ces situations de travail.</p> <p>En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise <b>définira</b> dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
-----	--	----------------	----------------	----------------

## 6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

### 6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
118	<b>MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS</b> Art. L. 4121-5.- Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : - de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. - de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
48	<b>PPSPS</b> Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
25	<b>Remise du PPSPS au coordonnateur</b> Faire parvenir au coordonnateur SPS votre Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
112	<b>PPSPS des sous-traitants</b> Réclamer son PPSPS à votre sous-traitant et nous le communiquer.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
66	<b>INSPECTION COMMUNE</b> Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
61	<b>Inspection commune obligatoire</b> Prendre contact avec le coordonnateur SPS afin de convenir d'un rendez-vous d'inspection commune sur le chantier 10 jours avant le commencement des travaux.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

## 7. ANNEXES

### 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	SECRETARIAT GENERAL MINISTERE DE LA JUSTICE 20 BLD DE LA MOTHE - CS 70005 D E L E G A T I O N INTER.GRAND-EST 54000 NANCY France		
Maître d'ouvrage personne physique	SECRETARIAT GENERAL MINISTERE DE LA JUSTICE 20 BLD DE LA MOTHE - CS 70005 D E L E G A T I O N INTER.GRAND-EST 54000 NANCY France	M. CHOUKOUR Hicham	0354953235 0634535422 Hicham.Choukour@justice.gouv.fr
Maître d'oeuvre	ATELIER D'ARCHITECTURE 52 1 rue Raymond Savignac 52000 CHAUMONT France		0325353945 0325353944 atelier-architecture52@orange.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - Troyes 17, AVENUE JEAN JAURES- BP 43 10153 PONT STE MARIE France	M. LAMRI SAMIR	0650033374 samir.lamri@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - Troyes 17, AVENUE JEAN JAURES- BP 43 10153 PONT STE MARIE France	M. LAMRI SAMIR	0650033374 samir.lamri@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux



### 7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE 52 15 rue Décrès 52012 CHAUMONT CEDEX France		0325016711 0325321664 champ- ut52.uc1@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT 52 12, rue des Halles 52000 CHAUMONT France		
OPPBTP	OPPBTP GRAND EST Agence Grand Est 71 rue des cinq-piquets 54000 NANCY France		0383202003 0383209680 grandest@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

### 7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

### 7 .1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	DESAMIANPAGE-DEPLOMBAGE	<i>Non désigné</i>							
02	GROS OEUVRE-DEMOLITION	<i>Non désigné</i>							
03	CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE	<i>Non désigné</i>							
04	MENUISERIES EXTERIEURES ET INTERIEURES - SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
05	ELECTRICITE ALARME INCENDIE	<i>Non désigné</i>							
06	PLOMBERIE - VENTILATION	<i>Non désigné</i>							
07	PLATRERIE - PEINTURE	<i>Non désigné</i>							

## 7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

**Attention** : l'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage (DTA et/ou repérage avant démolition partielle ou totale liée aux travaux envisagés au titre de la présente opération). Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante tels que : travaux au contact ou à proximité de flocage, calorifugeage, faux plafonds, travaux de démolition même partielle, découpe, percement, etc... .

## 7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

**Attention** : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'oeuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

## 7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- voir document joint en annexe du présent PGC.

## 7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

## 7.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

## 7.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

## 7.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

### Fichier(s) en annexe

PRO ind A - Planning- UEMO 04-11-2024

.1.2. organismes de préventions institutionnels

MINISTERE DE LA JUSTICE - DEPARTEMENT DE L'IMMOBILIER DE NANCY - 54 002 NANCY Cedex  
RENOVATION ET MISE AUX NORMES DU BÂTIMENT - PHASE n°2 à L'UEMO de CHAUMONT (52)

### Planning prévisionnel TCE - PRO ind A

ATELIER D'ARCHITECTURE 52  
52000 CHAUMONT

Date : 04-11-2024

	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7
TCE	OS Préparation de chantier						OPR Réception
Lot N°1 : DESAMIENTAGE - DEPLOMBAGE	Plan de retrait	Echafaudage Dépose Volets/Gardes corps Désamiantage - Déplombage		Libération			
Lot N°2 : DEMOLITION - GROS OEUVRE				Reprise support - feuillure Arasement tête de murs	Nettoyage escalier		
Lot N°3 : CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE			Dépote couverture mitoyenne Couverture voisin	Plancher Couverture Brisis	Zinguerie		
Lot N°4 : MENUISERIES EXTERIEURES - INTERIEURES - SERRURERIE		Fabrication châssis	Dépote menuiserie ext Restauration volet - garde corps	Pose garde corps Pose volet Menuiseries intérieures			
Lot N°5 : PLOMBERIE - CHAUFFAGE - ECS				Chauffage / ECS  VMC		Mise en service	
Lot N°6 : ELECTRICITE			Installations électriques et finitions organes de commandes			Mise en service	
Lot N°7 : PEINTURES - TENTURE				Isolation sous comble Peinture volet avant repose par le lot menuiserie	Peinture extérieure Peinture intérieur	Nettoyage	